



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

République démocratique du Congo

Question au Gouvernement n° 697

Texte de la question

## INTERVENTION FRANÇAISE AU CONGO

**M. le président.** La parole est à **M. Jacques Godfrain**, pour le groupe de l'UMP.

**M. Jean-Christophe Cambadélis.** La réponse de **M. Delevoye** est indigne et contraire aux principes républicains, monsieur le président !

**M. Jacques Godfrain.** Monsieur le président, je voudrais aborder un sujet que nos collègues socialistes...

Plusieurs députés du groupe socialiste. C'est honteux !

**M. le président.** Monsieur Godfrain, continuez et posez votre question ! (*Vives protestations et claquements de pupitres sur les bancs du groupe socialiste.*)

**M. Augustin Bonrepaux.** C'est scandaleux !

**M. Jacques Godfrain.** Au-delà des vociférations qui viennent de l'opposition (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste*) je voudrais aborder le problème de la paix entre des hommes qui aujourd'hui souffrent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Comme l'a montré le sommet du G 8, la France, sur la scène internationale, est le pays de la solidarité et du développement durable. (*Protestations et claquements de pupitre sur les bancs du groupe socialiste.*) A ce titre, le Conseil de sécurité des Nations unies l'a mandatée pour assurer la paix au coeur de l'Afrique. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Madame la ministre de la défense, il faudra prévoir l'intervention de 700 hommes environ. Selon quelles modalités ?

Plusieurs députés du groupe socialiste. Delevoye, démission ! Delevoye, démission !

**M. le président.** Arrêtez !

**M. Jacques Godfrain.** La paix et la tranquillité doivent être rétablies au Congo, vaste pays d'Afrique centrale,...

Plusieurs députés du groupe socialiste. Delevoye, démission ! Delevoye, démission !

**M. Jacques Godfrain.** ... bordé par sept pays et indispensable à l'équilibre de ce continent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Plusieurs députés du groupe socialiste. Delevoye, démission ! Delevoye, démission !

**M. le président.** Cela ne sert à rien ! On va se calmer !

**M. Augustin Bonrepaux.** La réponse est scandaleuse !

**M. le président.** Monsieur Bonrepaux, on vous a entendu ! Mais n'en rajoutez pas !

La parole est à Mme la ministre de la défense. Je vous demande de l'écouter tranquillement !

*(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)*

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre de la défense*. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, aujourd'hui, dans l'est du Congo, des centaines, et même des milliers de personnes sont massacrées par des groupes surarmés, des milices qui cherchent à s'approprier les richesses et le pouvoir.

M. Henri Emmanuelli. Delevoye, démission !

Mme la ministre de la défense. Face à cette situation, le secrétaire général des Nations unies a demandé à la France d'assurer une mission militaire de maintien de la paix. Après le vote à l'unanimité de la résolution de l'ONU et après qu'il eut considéré que les conditions que nous avons fixées, notamment celle de la participation de plusieurs pays, étaient remplies, le Président de la République a décidé l'intervention de nos troupes.

Le déploiement opérationnel portera le nom de « Mamba ». La France sera nation cadre de cette opération, qui portera la marque de l'Union européenne, ce qui est important. Un état-major multinational sera installé à Paris.

Le mandat de cette force est d'abord de contribuer à la stabilisation des opérations de sécurité, à l'amélioration de la situation humanitaire, qui est dramatique, et à la protection de l'aéroport et des personnes déplacées des camps de Bunia.

Cette force, monsieur le député Godfrain, comptera environ 1 400 hommes, dont un millier de Français, positionnés à Bunia et sur une base logistique à Entebbe. Ces hommes seront équipés de matériels blindés et disposeront d'appuis d'artillerie et d'une couverture aérienne assurée par des Mirages 2000. En effet, ils auront en face d'eux des gens incontrôlés, surarmés et des groupes d'adolescents drogués. Les premiers éléments pourront se poser à Bunia dès le début de la semaine prochaine. Il leur faudra environ 45 jours pour un déploiement complet, car 250 rotations d'avions seront nécessaires. La fin de la mission est fixée au 1er septembre 2003.

Plusieurs nations participeront à nos côtés à cette opération, et je voudrais pour conclure attirer votre attention, mesdames et messieurs les députés, sur le point suivant : après l'opération de relève de l'OTAN en Macédoine, ce sera la première opération indépendante de l'Union européenne, et elle sera placée sous le commandement d'un général français. Là aussi, nous voyons avancer l'Europe de la défense. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur quelques bancs du groupe Union pour la démocratie française.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Jacques Godfrain](#)

**Circonscription :** Aveyron (3<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 697

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** défense

**Ministère attributaire :** défense

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 5 juin 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 5 juin 2003